

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

LA FONDATION ET LES DESTINÉES
DE
L'ÉVÊCHÉ ÉVANGÉLIQUE
DE JÉRUSALEM

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le mardi 27 juillet 1897, à 4 heures

PAR

Charles SAVARY



NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE ATTINGER FRÈRES
1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

LA FONDATION ET LES DESTINÉES

DE

L'ÉVÊCHÉ ÉVANGÉLIQUE

DE JÉRUSALEM

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le mardi 27 juillet 1897, à 4 heures

PAR

Charles SAVARY



NEUCHATEL

IMPRIMERIE ATTINGER FRÈRES

1897

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. S. BERGER, Président de la soutenance.
MM. S. BERGER, }
J. RÉVILLE, } Examineurs.
É. VAUCHER, }

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

BIBLIOGRAPHIE

- J. v. BUNSEN, *Allgemeines evang. Gesang-und Gebetbuch, zum Kirchen-und Hausgebrauch. Hambourg.*
- J. v. BUNSEN et H. ABEKEN, *Das evangelische Bisthum in Jerusalem. Geschichtliche Darstellung und Urkunden. Berlin, 1842.*
- Traduction française, par A. DE MESTRAL : *L'Évêché évangélique à Jérusalem. Paris, 1843.*
- Traduction anglaise, par H. SMITH : *The protestant Bishopric of Jerusalem, avec introduction par A. Mac Caul. Londres, 1847.*
- J.-R. HOPE, *The Bishopric of the United Church of England and Ireland at Jerusalem, considered in a Letter to a friend. Londres, 1841 ; 2^{me} édit., 1842.*
- W. PALMER, *Aids to reflection on the seemingly double Character of the Established Church. Londres, 1841.*
- F.-D. MAURICE, *Three Letters to the Rev. W. Palmer, Fellow and Tutor of Magdalene College Oxford, on the name « Protestant », on the seemingly double Character of the English Church, and on the Bishopric of Jerusalem, with an Appendix, containing some remarks on a Pamphlet of J.-R. Hope, esq., entitled : « The Bishopric of the United Church of England and Ireland at Jerusalem », Londres, 1842.*
- ANONYME, *Das anglo-preussische Bisthum und was daran hängt. Berne, 1842.*
- K.-A. CREDNER, *Unterhandlungen über die Einführung der englischen Kirche in Preussen. Heidelberger Jahrbücher der Litteratur, 1842, p. 719.*
- LE MÊME, *Schriften durch das protestantische Bisthum in Jerusalem veranlasst. Mème revue, 1843, p. 111.*

- ANONYME. Article paru dans les *Archives du Christianisme*, 1842, p. 11.
- LE REV. GOURRIER. *Lettre au rédacteur des Archives du Christianisme, en réponse à un article relatif à l'évêque de Jérusalem*, Paris, 1842.
- ANONYME. *De l'évêché anglican à Jérusalem. Lettre respectueuse à M. W. Howley, se disant Lord archevêque de Cantorbéry*. Paris, 1842.
- ANONYME. Articles de l'*Espérance*, nos du 8 au 22 novembre 1842.
- A. G. RUDELBACH. *Pusey and Maurice Letters*. Article de la *Zeitschrift für die gesammte Lutherische Theologie*, 1842, fasc. III, p. 166.
- E. GÜDER. Article *Jerusalem (das neue Bistum St-Jakob in)*, dans la *Real-Encyklopädie* de Herzog et Plitt, t. XVI, 1880.
- Article *Gobat*, dans l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, t. XII, p. 625, 1882.
- Gobat, sein Leben und Wirken, nach seinen eingenen Aufzeichnungen*. Bäle, 1883.
- W.-H. HECHLER. *The Jerusalem Bishopric. Documents*. Londres, 1883.
- H. GERLACH. *Allg. kirchliche Chronik*, 1886, p. 213 ; 1887, p. 239 ; 1888, p. 329.
- All. evang. luther. Kirchenzeitung*, années 1885-1890, *passim*.
(A. SOCIN et E. BENZINGER.) *Palestine et Syrie*, par K. BÉDEKER, 2^{me} édition. Leipzig, 1893.
- ANONYME. *Arbeit und Aufgabe der Evangelischen Kirchen in Jerusalem*. Berlin, 1895.
-

PRÉLIMINAIRES

Vers 1840, des événements décisifs se produisaient dans la politique orientale. Le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, et son fils Ibrahim, venaient de porter un dernier coup à l'autorité du sultan Mahmoud. Depuis nombre d'années déjà, ils s'étaient soustraits à sa domination. Profitant des troubles et des dissensions qui agitaient l'empire turc, ils en avaient détaché l'Égypte, puis plus tard la Crète et la Syrie, et s'étaient constitué ainsi un royaume indépendant. Forcée à se contraindre durant près de dix ans, la Porte résolut enfin de prendre sa revanche. La lutte fut longue et ardente : elle devint fatale aux troupes du Sultan, qui subirent, dans les provinces syriennes, toute une série de défaites.

L'empire ottoman paraissait être à bas, et il eût sans doute été anéanti si la diplomatie européenne n'était venue lui rendre quelque peu de vitalité. La question d'Orient ne tarda pas à avoir son contre-coup dans le monde occidental. Les politiques s'émurent profondément. Craignant que le souverain turc, pour se soustraire à une ruine imminente, n'implorât le secours de la Russie, son énergique et infatigable voisine, et ne lui ouvrît ainsi les portes de l'Orient, les puissances de l'Europe occidentale, l'Angleterre et l'Autriche en tête, se constituèrent les soutiens de la monarchie en déroute et expédièrent des renforts sur la terre de Syrie.

Grâce à ces mesures, et à un soulèvement des populations syriennes encouragé et nourri par les gouvernements alliés eux-mêmes, Ibrahim, qui dirigeait les troupes de son père, fut complètement défait. Obligé de refouler son armée vers l'Égypte, il abandonna, dans sa retraite, Saïda, Beyrouth et Ptolémaïs, le rempart de la Palestine. La prise de cette dernière place par

les nations occidentales était un événement de la plus haute importance: La Terre-Sainte se trouvait, par le fait, arrachée au joug musulman et reconquise à la Chrétienté.

Cet événement éveilla dans le monde chrétien, en Angleterre et en Allemagne surtout, les plus vives espérances: Une ère nouvelle allait donc s'ouvrir pour la Palestine; remis aux mains d'un prince ou d'un gouverneur chrétien, ce pays serait à toujours délivré de l'oppression musulmane, et ainsi s'accomplirait, sans trop d'efforts, la grande idée mise jadis en œuvre par les Croisés. Du reste, même si la Terre-Sainte devait être rendue au pouvoir du Sultan, n'était-il pas évident que, préoccupées de la question religieuse, les puissances européennes y exerceraient une surveillance active et agiraient en vue du maintien de la liberté de conscience? Quelques-uns allèrent plus loin encore et ne craignirent pas de joindre l'action au simple désir: Un comité siégeant à Berlin adressa à Lord Palmerston une pétition qui ne fut pas sans écho en Angleterre, — elle réunit plusieurs milliers de signatures à Londres seulement, — pétition qui demandait le retour du peuple juif dans la Terre-Promise.

Ces belles espérances, ces pieuses tentatives reçurent le coup de mort, à peine écloses. Les gouvernements des nations chrétiennes n'envoyèrent aucun prince, aucun administrateur à Jérusalem, et les Juifs ne rentrèrent point dans leur patrie. Ces mêmes politiques européens, qui avaient arraché la Palestine à Méhémet-Ali et à son fils, replacèrent ce territoire, sans conditions nettes et précises, sous la domination du Sultan. Le souverain turc, libre de toute contrainte, fit administrer sa province dans le même esprit que par le passé, et l'oppression musulmane, atténuée un peu sous le gouvernement de Méhémet, reprit de plus belle. Si les vœux de la Chrétienté ne se réalisèrent pas, les événements que nous venons de rapporter aboutirent du moins à quelque résultat; joints à des considérations particulières, ils suggérèrent au roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, l'idée de l'évêché évangélique de Jérusalem. Le monarque allemand donna l'idée, et l'Eglise anglicane la réalisa.

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DU ROI DE PRUSSE

Frédéric-Guillaume IV était depuis peu arrivé au pouvoir. Esprit fin et délicat, âme tendre et sensible, ouverte aux idées larges et généreuses, à celles du moins qui n'entament pas la royauté, ambitieux aussi, habile à ses heures, rusé même à l'occasion, ce qui n'était rien à sa passion pour les choses religieuses, tel était le nouveau souverain.

Lorsqu'il fut question, entre les puissances européennes, de conclure un traité pour le maintien de l'empire turc (ce traité fut signé à Londres le 15 juillet 1840), Frédéric-Guillaume y donna son adhésion. Quel était le mobile qui le dirigeait alors ? Les considérations politiques et commerciales pouvaient tenir une certaine place dans sa décision. Ce ne furent point là, cependant, les seuls ni les plus hauts motifs qui le déterminèrent ; il y avait au fond de son adhésion une pensée religieuse. Au moment où il signait le fameux traité, son esprit était dirigé vers une question qui le préoccupait depuis quelque temps déjà, la position des chrétiens dans l'empire turc.

Les souffrances des catholiques grecs et romains, bien que réelles, n'avaient pourtant rien d'excessif. Ils recevaient protection, les uns de la Russie et les autres de la France. Du reste, bien unis entre eux, formant une congrégation puissante, les fidèles de chacune des deux grandes églises trouvaient, dans leur organisation propre, les forces nécessaires pour résister à des

empiètements par trop illégitimes. Il en allait tout autrement pour les chrétiens évangéliques. Dispersés çà et là sur la terre orientale, privés d'un centre de ralliement et d'une organisation solide, ils étaient incapables de réagir contre les mesures déloyales des fonctionnaires turcs. Sans cesse en butte aux menaces et aux vexations, ils ne parvenaient à se soutenir, dans leur triste condition, qu'au prix des plus grands sacrifices, et souvent même de l'abandon presque complet de leurs biens.

N'y avait-il pas une œuvre à accomplir en faveur des chrétiens répandus en Orient? Lorsque le roi de Prusse se décida à adhérer au traité de Londres, il espérait qu'une entente pourrait s'établir entre les puissances européennes pour amener la Porte à modifier leur sort. A la même époque déjà, il prit les mesures nécessaires pour faire accepter ses intentions aux puissances alliées. On entama des négociations; mais, au bout de quelque temps, il fut hors de doute que les désirs du roi ne se réaliseraient pas. Faute d'une entente possible, il fallut renoncer désormais à l'espérance de voir les gouvernements des nations chrétiennes prendre une mesure générale à ce sujet. Du reste, le moment où l'on aurait pu exercer une pression efficace sur le pouvoir ottoman semblait être passé. Grâce aux rapides succès des troupes alliées, le Sultan venait de recouvrer en partie son ancienne autorité, et il n'eût sans doute pas accepté alors des conditions qu'il ne lui était pas impossible d'éluder.

Le souverain allemand fut péniblement affecté de cet échec; mais il n'était pas homme à se laisser abattre par les difficultés. Sa féconde imagination ne tarda pas à lui faire entrevoir une porte de sortie. Où les moyens politiques seuls n'ont pas abouti, la religion unie à la politique aura peut-être quelque puissance. Mais, en même temps, il sera nécessaire de se restreindre. Réclamer le concours des nations catholiques, il n'en peut plus être question. Il faudra renoncer aussi, en partie du moins, au projet d'exercer la protection sur tous les chrétiens en général, et songer plus spécialement aux chrétiens évangéliques, en un mot accomplir une œuvre essentiellement protestante, par le but comme par les moyens.

Les chrétiens évangéliques ne possèdent dans les états otto-

mais aucun droit, aucun privilège : Il faudra agir par voie diplomatique sur la Porte, pour l'amener à modifier leur sort. Mais les seules mesures de gouvernement à gouvernement pourront-elles suffire ? Non, sans doute. La faiblesse des protestants dans l'empire turc provient, en majeure partie, des divisions qui règnent parmi eux, du manque de cohésion et, aussi, du défaut d'organisation. La racine du mal est là. Établir entre eux tous un ferme lien, sans détruire pourtant les individualités, leur donner un centre de ralliement et une forme gouvernementale assez nette, assez précise, voilà le remède ; et voilà le but auquel il faudra tendre principalement. Le christianisme évangélique acquerrera ainsi de la force, et avec la force de l'influence.

Mais, si elle était seule à agir, la Prusse ne pourrait mener à bien cette entreprise. Elle n'a joué dans les affaires d'Orient qu'un rôle politique assez effacé ; elle n'en est point sortie revêtue de cette autorité qui lui permettrait de prendre des mesures directes et, pour ainsi dire, personnelles. Au point de vue religieux, elle n'a avec les états ottomans que de très faibles attaches. Quelques missionnaires allemands, il est vrai, se sont établis sur la terre orientale ; mais ils travaillent sous les auspices de sociétés étrangères, de sociétés anglaises particulièrement. C'est donc vers l'Angleterre que le roi de Prusse tourna ses regards. Ce pays des enthousiasmes religieux et des grandes entreprises était le seul, en effet, qui pût l'aider à réaliser son idée.

L'Église anglicane possédait, depuis quelques années déjà, une station missionnaire en Palestine ; mais cet établissement n'était pas revêtu d'un caractère officiel. Un groupe de chrétiens anglicans, membres de la *Société pour la Conversion des Juifs*, avaient acquis une parcelle de terrain sur le mont de Sion, pour y construire un presbytère, un temple et une école. Les missionnaires allemands dont nous venons de parler se trouvaient, pour la plupart, en service dans cette station.

Frédéric-Guillaume jugea immédiatement que là était le point auquel il faudrait se rattacher.

Dans un milieu tel que l'Orient, créer tout à nouveau, c'eût été compromettre en grande partie le succès de l'œuvre. Mieux

valait se rattacher à ce qui existait déjà, et travailler sur un fond ancien. Et puis, la station missionnaire que nous venons de mentionner avait son siège à Jérusalem, et à partir du moment où les armées des nations chrétiennes avaient foulé, victorieuses, le sol de la Syrie, toutes les pensées, toutes les aspirations du roi, comme aussi celles de ses contemporains, n'allaient-elles pas à la cité de David et de Jésus?

Du reste, ce qui devait y conduire presque fatalement le souverain, c'était le caractère qu'il voulait donner à son entreprise : elle ne serait point uniquement une œuvre de protection et de ralliement pour les chrétiens évangéliques, mais aussi une œuvre de mission parmi les Juifs. Or, où trouver un meilleur terrain pour les atteindre que la Palestine et, dans la Palestine, Jérusalem ; n'est-ce pas là leur pays d'origine, le lieu où ils rapportent toutes leurs espérances ? La *Société pour la Conversion des Juifs* venait de creuser les premiers sillons ; elle commençait à ensemençer le champ : raison bien suffisante déjà pour se joindre à elle.

Mais en voulant faire de Jérusalem l'un des centres de l'Église évangélique, le roi de Prusse regarde plus loin encore. Si l'activité missionnaire tient une place dans sa pensée, ce n'est pas de ce côté avant tout que vont ses préoccupations. Habitué à saisir le phénomène religieux dans ce qu'il a de plus intime et de plus profond, il voit bien moins ce qui sépare les diverses religions, les diverses branches du christianisme en particulier, que le nœud par où elles se rattachent l'une à l'autre. Rapprocher, réunir, voilà ce qu'il aime et ce qu'il veut avant tout. Or, dans son idée, Jérusalem constitue un milieu éminemment favorable à une tentative de ce genre, parce que c'est le point de rencontre de ce qu'il y a de plus pur et de plus élevé dans la religion universelle, le christianisme sous ses différentes formes, et, plus encore, parce que c'est un terrain neutre, tous ou presque tous y vivant étrangers. Là doivent se nouer, mieux que partout ailleurs, des rapports fraternels d'église à église, puisque chacune se trouve placée dans les mêmes conditions. Privés des appuis extérieurs qu'ils rencontraient dans leur patrie, les chrétiens évangéliques des diverses communions sentiront davantage la

nécessité de s'unir, et ils le pourront plus aisément. Au contact permanent d'autres hommes religieux, d'autres chrétiens en particulier, ils arriveront à mieux comprendre ce qu'ils ont de commun avec eux et seront plus disposés à un rapprochement.

On l'a vu par ce bref exposé, les intentions du roi étaient complexes. Protéger d'une manière directe les chrétiens évangéliques disséminés dans l'empire turc, augmenter leur force et leur influence en les unissant et, pour cela, leur donner à tous un même centre de ralliement et une même forme d'organisation, telle était sa pensée. Dans ces conditions l'Église évangélique pourra agir avec efficacité en Orient. A Jérusalem, elle s'occupera principalement de la mission parmi les Juifs; elle s'efforcera aussi de nouer des relations amicales avec les autres églises chrétiennes.

Pour l'œuvre de protection directe, Frédéric-Guillaume avait résolu de s'assurer le concours du gouvernement anglais; le centre de ralliement devait lui être fourni par la mission anglicane; quant à l'organisation, le chemin est tout tracé, il la demandera à l'Église anglicane.

Pour atteindre les divers buts qu'il se propose, le roi de Prusse ne voit qu'un seul moyen: la fondation à Jérusalem d'un évêché évangélique. Que sera ce nouvel établissement? Un évêché prussien? Non. Un évêché anglo-prussien? Pas absolument; mais un évêché de l'Église anglicane¹ auquel pourront se rattacher des protestants allemands, ainsi que d'autres protestants, et cela, sans être forcés à faire le sacrifice de leur individualité ecclésiastique. Le diocèse de Jérusalem sera ouvert à tous les chrétiens évangéliques; seulement, comme l'Église anglicane ne pourra prendre des mesures directes qu'à l'égard des chrétiens anglais ou allemands, il revêtira, par cela même, une physionomie essentiellement anglaise et allemande.

Pour mettre son projet à exécution, le roi avait rappelé auprès de lui M. de Bunsen, alors ministre plénipotentiaire à Berne. Habile entre tous les agents de la diplomatie prussienne, c'était bien l'homme qu'il fallait à une telle entreprise. Il fut chargé

¹ Hechler: *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 44.

de porter les propositions du souverain, et au gouvernement anglais et à l'Église anglicane. Quelques jours avant son départ de Sans-Souci, le 2 juin 1841, Frédéric-Guillaume lui remit une *Instruction* détaillée sur les divers points qu'il faudrait traiter avec ces deux pouvoirs. La première partie de l'*Instruction*, qui déterminait les relations de l'envoyé avec le gouvernement britannique, n'a jamais été publiée, à notre connaissance du moins. La seconde partie, celle qui nous intéresse d'une manière directe, se rapporte tout spécialement au côté religieux de la question ; elle forme un exposé assez complet de la pensée du roi en ce sens.

Nous allons reproduire textuellement cet écrit, moins quelques passages que nous présenterons en résumé.¹ Ce sera le moyen de faire ressortir certains traits que nous avons laissés dans l'ombre.

L'ambassadeur devra se mettre en communication avec l'archevêque de Cantorbéry et l'évêque de Londres, pour apprendre d'eux comment l'Église anglicane, qui possède déjà un établissement sur le mont de Sion, pourrait accorder à l'Église évangélique de Prusse une position convenable à côté d'elle.

S. M. croit devoir exposer clairement et franchement les principes qui ont dirigé ses résolutions.

S. M. part de la conviction que, pour être reconnu en Orient, en Palestine surtout, et exercer dans ces contrées une influence salutaire et durable, le christianisme évangélique doit autant que possible y revêtir la forme de l'unité.

C'est ainsi que se présentent au gouvernement et aux habitants de ces pays les corporations des Juifs, des Latins, des Grecs et des Arméniens. Le pouvoir ottoman se résoudrait très difficilement à reconnaître les diverses églises évangéliques prises séparément ; il ne voudrait et il ne pourrait leur donner à toutes des garanties. Lorsqu'il reconnaît une corporation, il lui confère en même temps les plus grands privilèges politiques ; mais il ne la reconnaît que pour autant qu'elle renferme un nombre suffisant d'indigènes. Or l'Église évangélique n'a réussi à en amener à elle qu'un nombre fort restreint (à

¹ Les divers documents qui se trouvent dans notre étude sont cités d'après Hechler : *The Jerusalem Bishopric*.

cause même de sa faiblesse, résultat de ses divisions). — Enfin, les scrupules de la Porte seraient sans doute encore fortifiés par l'intervention des corporations déjà existantes.

Mais indépendamment de ces obstacles, combien les chrétiens évangéliques ne se montreraient-ils pas à leur désavantage, avec toutes leurs divisions, à côté des anciennes églises ! Ces dernières manquent sans doute de vie, mais elles forment une masse compacte au moyen de la discipline et de la liturgie, et du respect qui s'attache à leurs sièges, dans lesquels l'épiscopat remonte jusqu'aux Apôtres : elles sont puissantes parce qu'elles se présentent comme *une unité* plus encore que par l'ancienneté de leurs possessions.

Telles sont les raisons politiques qui ont convaincu S. M. que pour réussir, il est absolument indispensable *que l'Église évangélique se présente aussi comme une unité*. Mais cette conviction repose sur des motifs d'un ordre plus élevé encore. Les circonstances dans lesquelles se trouve actuellement l'empire turc, et ses relations vis-à-vis de l'Angleterre et de la Prusse, n'ont évidemment pas été amenées sans une direction providentielle. Il est à remarquer que maintenant, pour la première fois, la chrétienté évangélique se trouve en position d'exiger qu'on lui accorde une place digne d'elle comme branche légitime de l'Église chrétienne universelle, dans le pays qui a été le berceau du christianisme, dans la Terre-Promise, à côté des anciennes églises orientales et de l'Église romaine : elle se trouve en position d'exiger qu'on laisse prêcher librement l'Évangile, qu'on assure liberté et protection aux membres de l'Église évangélique aussi bien qu'à ceux des autres communions. Le moment actuel est un de ceux qui font époque dans l'histoire de l'humanité, et selon qu'elle saura en tirer parti ou qu'elle le laissera passer sans en profiter, l'Église évangélique sera jugée de Dieu et de la postérité. S. M. est bien persuadée que les chrétiens évangéliques se doivent à eux-mêmes et qu'ils doivent à leur divin Maître de ne pas donner dans un pareil moment et sur un pareil théâtre le triste spectacle de leurs divisions, mais de faire au contraire luire leur lumière en se montrant unis dans la foi et dans l'action. L'Église évangélique doit se présenter à côté des églises plus anciennes, et en face des Juifs et des Mahométans, non pour persécuter, pour exclure, pour anathématiser, pour semer les divisions et le désordre, mais pour bénir, pour réunir, pour consoler ; elle doit bien faire comprendre au monde que sa mission est une œuvre non de haine et de discorde, mais d'amour et de paix. Serait-il dès lors raisonnable, serait-il conforme

à la volonté de Dieu, qu'ayant un tel but et avec de telles paroles sur les lèvres, elle arborât dès son entrée dans la Terre-Promise le drapeau de nos affligeantes divisions ? Dans l'œuvre des missions, les différentes branches de l'Église évangélique manifestent bien déjà jusqu'à un certain point la vie qui leur est commune ; mais là aussi on voit surgir tous les obstacles qui résultent de l'isolement ; on voit combien, lorsqu'on est ainsi divisé, lorsqu'on manque d'une organisation forte, il est difficile de fonder des *églises proprement dites*, de former et de conserver des *peuples* chrétiens. Ces difficultés ne seraient-elles pas encore bien plus sensibles en Palestine, où on se trouverait en présence de plusieurs églises chrétiennes déjà établies, de trois patriarches et d'une colonie de rabbins à la porte de la mosquée d'Omar, sur les ruines du temple de Jérusalem ? Ne serait-il pas plutôt dans les desseins de Dieu que les missions devinssent, pour tous les membres de l'Église évangélique répandus sur la terre, une occasion de manifester l'union intérieure qui existe entre eux ? Le Seigneur n'aurait-il point, peut-être fixé ce moment dans son amour, comme celui où doivent se passer des choses magnifiques dans le pays de la Promesse, dans ce pays qu'Il a lui-même choisi comme le lieu de son séjour lorsqu'il est venu sur la terre ; ensorte que ce fût là qu'Israël serait amené à la connaissance de la vérité, là encore que *les différentes églises évangéliques* qui ont pour fondement l'Évangile éternel, la foi au Fils du Dieu vivant, oubliant leurs vieilles discordes, se rappelant qu'elles sont unies en Christ, *se tendraient la main de réconciliation par dessus le berceau et la tombe du Rédempteur !*

C'est avec confiance et avec empressement que S. M. saisit cette occasion de tendre la main à l'*Église épiscopale d'Angleterre*, dans laquelle on trouve à la fois *des doctrines évangéliques, une constitution favorable à l'universalité et telle que l'Église primitive l'a transmise ; enfin une grande indépendance dans les affaires spirituelles.*

Animé d'un esprit de catholicité vraiment apostolique, et comptant rencontrer de la part de l'Église anglicane des dispositions semblables, le roi n'hésite pas à déclarer qu'il est disposé à permettre aux ministres et missionnaires de l'Église nationale de Prusse, de se rattacher à l'Église anglicane dans tous les pays de missions où cette église a établi des évêques ; et qu'il leur permet également de recevoir dans ce but l'ordination épiscopale exigée par l'Église anglicane. S. M. veillera enfin à ce que cette ordination soit toujours reconnue et respectée dans ses Etats.

S. M. facilitera autant que possible aux deux églises les moyens de travailler ensemble dans la Palestine. L'établissement du mont de Sion deviendra un centre d'où partiront des efforts communs. De Jérusalem, l'Église évangélique pourra aisément étendre son activité jusqu'en Arménie et en Abyssinie. De plus, on se procurera ainsi un terrain neutre, très favorable, dès lors, à *une union toujours plus intime entre tous les chrétiens évangéliques.*

Il va sans dire que S. M. n'entend pas que dans ce rapprochement avec l'Église anglicane *l'indépendance de l'Église nationale de Prusse soit sacrifiée ou seulement menacée.* S. M. ne pense pas que l'idée de catholicité puisse se réaliser d'une manière vivante et vraiment évangélique, si en cherchant à obtenir l'unité, on ne fait pas la part *des diversités* que Dieu lui-même a établies entre les peuples et les langues, du caractère particulier de chaque nation, de la marche de son développement et de son histoire. Chaque Église nationale a bien certainement, comme le peuple qui lui appartient, sa mission *spéciale* qui lui a été assignée dans le Royaume de Dieu. Et même des sociétés moins considérables qui se sont formées dans les pays chrétiens ont pour mission de chercher au sein de l'Église de multitude quelque champ particulier où elles aient l'occasion de travailler avec le secours de Dieu, et dans un esprit d'amour.

Le roi est profondément convaincu que les chrétiens évangéliques d'Allemagne sont appelés à prendre une position indépendante partout où l'Église évangélique se trouve représentée, une position digne du peuple qui donna la première impulsion à l'œuvre de la Réforme, et qui est si haut placé déjà par ses richesses intellectuelles et ses privilèges politiques.

Conformément aux idées qui viennent d'être énoncées, les conférences qui pourront avoir lieu avec les chefs de l'Église anglicane devront s'ouvrir sur les bases suivantes. Il devra être bien entendu, d'abord, que les deux églises devront agir dans l'empire turc et en particulier dans la Terre-Promise *avec autant d'unité que possible.* En second lieu, qu'il sera tenu compte *de l'indépendance de l'Église évangélique allemande et de la nationalité allemande.*

Or, S. M. pense que la première condition, le point de départ de cette œuvre commune doit être, de la part de l'Église anglicane, la fondation d'un évêché à Jérusalem. Par une direction toute providentielle, il existe déjà en germe. Les premiers succès des missions à Jé-

rusalem autorisaient à concevoir les plus belles espérances ; mais l'état assez décourageant dans lequel elles se trouvent depuis quelque temps, fait assez sentir la nécessité d'une organisation ecclésiastique *plus complète*. Il faut qu'un évêque soit sur les lieux pour pouvoir surveiller l'œuvre et prendre des décisions. L'évêque de Malte est trop éloigné pour que la Palestine puisse être placée sous sa juridiction, et un pareil arrangement ne serait guère dans l'esprit de l'Église apostolique.

L'évêché qu'il s'agirait de fonder à Jérusalem se rattacherait donc à l'établissement et aux constructions qui existent déjà sur le mont de Sion, et comprendrait sous sa juridiction tous les chrétiens évangéliques qui habitent la Terre-Sainte, pour autant qu'ils consentiraient *eux-mêmes* à s'y soumettre. Les dispositions généreuses qui se sont manifestées encore tout dernièrement dans une réunion d'amis de l'Église anglicane, qui se tenait sous la présidence du vénérable archevêque de Cantorbéry¹, paraissent à S. M. une garantie suffisante pour qu'un projet aussi vraiment chrétien et aussi nécessaire que celui d'établir des églises d'une manière solide dans les pays de missions ne demeure pas sans exécution.

S. M. est disposée à permettre aux ecclésiastiques et missionnaires prussiens qui voudraient s'occuper des Juifs convertis parlant la langue allemande, et des chrétiens évangéliques allemands, de se rattacher à cet évêché lorsqu'il sera fondé. Et comme preuve de ses dispositions à cet égard, elle leur accordera aussi volontiers la permission de recevoir l'ordination dans l'Église anglicane ; toutefois, S. M. verrait avec plaisir que cette cérémonie eût lieu à Jérusalem même.

Pour ce qui concerne la position du conseiller intime de Bunsen, S. M. l'autorise à conférer avec les chefs de l'Église anglicane, sous les conditions et d'après les principes dont il a été fait mention ci-dessus.

Jusqu'ici, nous avons étudié la pensée de Frédéric-Guillaume IV à un point de vue presque purement objectif ; nous nous sommes attaché à en faire ressortir les principaux traits soit d'après l'*Instruction*, soit d'après le mémoire que Bunsen publia en 1842 sous le titre de « *Das evangelische Bisthum in Je-*

¹ Cette assemblée avait discuté la fondation d'évêchés dans les colonies.

rusalem ». ¹ Mais ces deux écrits reproduisent-ils toute la pensée du souverain ? A cette question, bon nombre des contemporains de l'événement répondaient non, et peut-être n'avaient-ils pas tort.

Ne nous y trompons pas, car la méprise serait aisée : dans le projet que nous avons rapporté, les événements ne sont guère qu'une occasion et qu'un moyen ; ils influent sur la pensée du roi, la développent et la précisent, mais ils ne la créent pas. Expliquer le projet de Frédéric-Guillaume IV uniquement par les faits de la politique orientale, ou même par la position des chrétiens évangéliques dans l'empire turc, ce serait courir le risque d'une étrange erreur. Sans le concours de circonstances telles, le souverain n'aurait peut-être pas travaillé à l'union des chrétiens évangéliques d'Orient ; il n'aurait peut-être pas songé à créer le diocèse de Jérusalem, de concert avec l'Église anglicane, mais sa tendance à l'unification et à l'épiscopalisme n'en eût pas moins existé, quitte à se réaliser d'une autre manière. Frédéric-Guillaume IV est poussé à unir les chrétiens évangéliques d'Orient bien plus par l'amour pur de l'union que par sa nécessité dans ce cas particulier, et s'il cherche à établir un évêché à Jérusalem, ce n'est pas avant tout, comme on pourrait le croire, parce que l'organisation épiscopale est la seule qui puisse donner de l'influence au christianisme évangélique en un tel milieu, mais parce qu'il affectionne l'organisation épiscopale ; et à bien voir, son alliance avec l'Église anglicane repose en majeure partie sur ce sentiment.

Pour comprendre la fondation de l'évêché de Jérusalem, c'est de cette prédilection pour l'épiscopat qu'il faut partir, en lui donnant la place qu'elle occupait réellement dans l'esprit du roi de Prusse. Frédéric-Guillaume IV aimait l'organisation épiscopale, il l'aimait pour elle-même, en elle-même, et il l'aimait parce qu'elle lui apparaissait comme une institution consacrée par les âges, transmise de siècle en siècle par la tradition et plon-

¹ Cet ouvrage avait pour but de répondre aux attaques qui s'élevaient de toutes parts contre l'évêché de Jérusalem, en expliquant les intentions du roi de Prusse et de l'Église anglicane.

geant ses racines aux sources mêmes de l'Église chrétienne. Et puis, les idées politiques n'ont peut-être pas été sans influence sur les idées ecclésiastiques. Le souverain prussien qui, partisan de la monarchie absolue, refusa toujours une constitution à ses sujets, pouvait fort bien rêver pour l'Église un gouvernement à peu près identique. Il ne concevait l'Église qu'unie à l'État, non pas avant tout parce que l'Église a besoin de l'État, ou l'État de l'Église, mais parce que l'un et l'autre procèdent de la même source, Dieu, et sont déjà unis par nature. Pourquoi des choses si voisines seraient-elles régies d'une manière absolument différente?

Le roi de Prusse a été soupçonné par ses contemporains d'avoir eu en vue, dans ce projet qui devait se réaliser à Jérusalem, presque autant l'Europe que la Palestine. Cette opinion était peut-être fondée sur le caractère de Frédéric-Guillaume IV avant tout. Mais, il faut le reconnaître, les documents eux-mêmes ne laissent pas de produire parfois une impression quelque peu semblable. Le lecteur attentif résiste assez difficilement à la tentation d'y voir des arrière-pensées. Du reste, comme les principes qui poussaient le souverain prussien à agir en Orient découlaient de sa nature et non des événements, il n'y avait guère de raisons pour que ces mêmes principes n'orientassent pas sa pensée du côté de l'Occident. Passionné pour l'union des églises et des chrétiens, Frédéric-Guillaume IV devait tout naturellement désirer de la voir se réaliser en Europe. Considérant l'organisation épiscopale comme la meilleure possible, il était bien difficile qu'il n'en souhaitât pas l'introduction dans les églises protestantes d'Europe, et dans l'Église de Prusse en particulier.

C'est sur ce dernier point surtout que les contemporains de l'événement faisaient porter leurs soupçons. Dans leur idée, le souverain allemand travaillait à la fondation de l'évêché de Jérusalem avec l'intention bien arrêtée d'introduire l'épiscopat dans l'Église de son royaume. L'évêché de Jérusalem, outre le but que lui assignait ouvertement le roi, était destiné à faciliter une œuvre de réorganisation de l'Église de Prusse; il devait constituer le point de départ de cette œuvre. Transformer de prime

abord et sans transition aucune la constitution de son église, le souverain ne l'eût pas tenté, sachant fort bien ce qu'il serait advenu d'une entreprise conduite de cette façon. Mais il y a plusieurs voies pour atteindre un même but, et les voies détournées ne sont pas toujours les moins sûres. De Jérusalem à Berlin, la distance est longue, et ce que l'on n'eût pu réaliser en Prusse sans heurter d'une manière quelque peu vive les idées reçues, rien n'empêchait de le réaliser en Orient. Et puis, le roi se trouvait admirablement servi par les circonstances : les événements de la politique orientale, la situation des chrétiens évangéliques dans l'empire turc semblaient revêtir d'un caractère de nécessité et son alliance avec l'Église anglicane, et la fondation d'un évêché à Jérusalem, tout en jetant le voile sur celle de ses intentions qu'il avait intérêt à dissimuler.

Les représentants de la pensée que nous venons de développer voyaient sans doute cette intention se dessiner dans quelques passages de l'*Instruction*, dans ces mots en particulier : « *S. M. veillera enfin à ce que cette ordination (ordination épiscopale) soit toujours reconnue et respectée dans ses États* ». A bien voir, demandant à l'Église anglicane de fonder un évêché à Jérusalem, d'y rattacher des troupeaux prussiens (ce que l'Église anglicane ne ferait qu'au cas où leurs conducteurs recevraient l'ordination épiscopale), Frédéric-Guillaume IV pouvait se sentir tenu, de ce fait même, d'affirmer que l'ordination épiscopale serait toujours reconnue dans son royaume, sans qu'il eût pour cela l'intention formelle de l'y introduire. Mais, il faut le reconnaître, si le passage que nous venons de citer ne suffit pas à former une conviction absolue, il est pourtant de nature à fortifier considérablement une conviction déjà formée.

Enfin, ce qui contribua sans doute grandement à mettre en relief l'opinion que nous rapportons et à la faire accepter de bien des gens qui ne s'y étaient point rangés jusqu'alors, ce fut l'événement qui se produisit en Prusse dans l'année 1846. Frédéric-Guillaume IV avait convoqué à Berlin un synode général composé d'ecclésiastiques luthériens et réformés du royaume. Son intention nullement déguisée était d'amener ces représentants du clergé à travailler avec lui à l'introduction de l'épis-

copat dans l'Église de Prusse. L'assemblée, du reste, ne put prendre aucune espèce de décision, à cause du profond désaccord qui régnait entre ses membres. Il est absolument hors de doute qu'en 1846 Frédéric-Guillaume IV essaya d'introduire l'organisation épiscopale dans son royaume. Cette tentative n'était-elle que l'achèvement et la mise au jour d'une entreprise commencée en 1841 déjà et tenue prudemment dans l'ombre durant cinq années? La chose est très possible, nous la croyons même probable; mais les indices que nous possédons ne nous permettent pas d'aller plus loin. Si, en sollicitant le concours de l'Église anglicane pour fonder l'évêché de Jérusalem, Frédéric-Guillaume IV a eu l'intention qu'on lui prêtait, nous comprenons fort bien qu'il ne l'ait pas exprimée ouvertement; mais cela même rend très difficile, sinon impossible, un jugement absolu sur cette question.

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES DÉMARCHES. — L'« EXPOSÉ DE PRINCIPES »

Muni des instructions du roi, le chevalier de Bunsen se rendit à Londres, où il arriva le 19 juin 1841. Il entra aussitôt en relations avec les chefs du gouvernement anglais et leur remit le message dont il était porteur.

On pourrait conclure, de certains indices, que Frédéric-Guillaume comptait un peu sur la participation active du gouvernement britannique pour l'érection de l'évêché de Jérusalem. Réelle ou non, cette espérance était illusoire : M. de Bunsen ne tarda pas à le comprendre, s'il ne l'avait déjà compris.

Les ministres anglais accueillirent avec beaucoup de déférence les propositions qui leur furent soumises. Leur réponse semble marquer qu'ils les jugèrent graves, et mieux encore opportunes.

Ils se voyaient en communion d'idées pleine et entière avec le souverain allemand. Animés des mêmes sentiments à l'égard des chrétiens d'Orient, et surtout des ressortissants des deux royaumes, ils étaient tout disposés à travailler sur une base commune à l'amélioration de leur sort. Quant à l'évêché de Jérusalem, il aurait toutes leurs sympathies. Seulement, comme cette fondation ne devait avoir aucun but politique et qu'elle s'effectuerait en pays étranger, il n'était pas possible qu'ils y apportassent leur concours en tant que pouvoir civil. L'établissement projeté ne pourrait être fondé que par l'Église, dont la liberté d'action n'a pas de limites précises, puisqu'elle-même ne se trouve pas liée aux circonscriptions politiques. Dans cette

affaire, ils laisseraient à l'Église une complète latitude et lui prêteraient leur appui dans la mesure du possible.

Telle fut, en substance, la réponse du gouvernement anglais. Cette réponse ne donna peut-être pas tout ce qu'on attendait, mais elle accorda du moins tout ce qu'on pouvait légitimement demander. Une précision plus grande dans les choses n'y eût sans doute pas été inutile; mais il en ressortait pourtant un trait bien net et bien marqué: l'attitude du pouvoir civil à l'égard de la fondation projetée; celui-ci ne ferait rien pour y mettre obstacle, il la considérerait au contraire avec bienveillance et satisfaction. Nous pouvons supposer que les préoccupations politiques ne furent point absolument étrangères à cette attitude. Les chefs du cabinet anglais comprirent, sans aucun doute, que, si le futur évêché ne devait avoir qu'un but purement religieux, il ne serait cependant pas inutile à la politique, et à la politique anglaise. L'Église de Prusse, il est vrai, participerait à sa fondation, elle y recevrait une place; mais l'évêché n'en resterait pas moins un évêché de l'Église anglicane, c'est-à-dire un évêché anglais. Les membres du troupeau feraient pénétrer sur la terre orientale les principes évangéliques; ils y feraient pénétrer aussi, sans le vouloir et sans le savoir peut-être, les idées anglaises et l'influence anglaise.

A la suite de la réponse du gouvernement britannique, M. de Bunsen pouvait se mettre en communication avec l'autorité directrice de l'Église anglicane; c'est ce qu'il fit aussitôt. Dans l'ordre naturel des choses, il aurait dû s'adresser tout d'abord à la Convocation, le représentant attitré de l'Église-Unie d'Angleterre et d'Irlande. Mais ce corps, formé des évêques, archidiaques, délégués des chapitres et simples ecclésiastiques, n'avait guère plus d'influence à ce moment-là que de nos jours. Tandis qu'il avait été revêtu par le passé d'une certaine autorité, il ne possédait plus alors que l'ombre du pouvoir. On le réunissait bien quelquefois, par exemple, lorsqu'un nouveau parlement entrait en fonctions; mais ce n'était guère là qu'une mesure de forme, propre tout au plus à affirmer son existence; en effet, avant que l'assemblée eût pu prendre une décision quelconque, on avait déjà prononcé son ajournement.

Si la Convocation était le représentant nominal de l'Église anglicane, l'archevêque de Cantorbéry, « primat de toute l'Angleterre », en était le représentant effectif. A lui, en somme, revenait et revient encore la haute direction de l'Église, le soin de ses intérêts les plus pressants. Le siège primatial se trouvait occupé à ce moment-là par William Howley. M. de Bunsen communiqua directement à ce prélat les propositions de son souverain. Comprenant l'importance de l'affaire qui lui était soumise et ne voulant pas assumer à lui seul la responsabilité des négociations, Howley éprouva le besoin de s'adjoindre un aide. Du reste, si grand que fût son pouvoir, ce pouvoir n'en avait pas moins des limites ; il n'appartenait pas au seul archevêque de Cantorbéry de régler une question qui concernait, de près ou de loin, l'Église épiscopale d'Angleterre tout entière. Selon le vœu exprimé par le roi, il fit appel à l'évêque de Londres, Charles-Jacques Bloomfield, qui l'assista durant tout le cours des négociations. Pourquoi ce choix, alors qu'on pouvait s'adresser à un archevêque ? Il ne faut pas oublier que l'évêque de Londres a toujours été considéré comme le premier évêque du royaume ; de plus, comme tous les membres du clergé résidant à l'étranger avaient appartenu jusqu'alors à sa juridiction, il se pouvait que sa position fût modifiée par la création du nouveau diocèse, et ce motif suffisait déjà à lui assigner une large part dans la direction des débats.

L'Église anglicane avait commencé depuis quelques années à fonder des établissements réguliers, paroisses officielles, stations missionnaires, écoles, hôpitaux, dans les colonies anglaises. Là, elle possédait une liberté d'action aussi complète que dans la métropole et pouvait, au besoin, s'appuyer sur l'État pour repousser des prétentions illégitimes ou pour étendre son influence. L'évêché qu'on lui proposait d'établir devait la placer dans une situation toute différente. A Jérusalem, l'Église épiscopale ne pourra agir que par elle-même, c'est-à-dire qu'en tant qu'Église. Il ne sera pas question pour elle de se faire reconnaître comme une institution de l'État, protégée par des lois et ayant pour elle la force de la loi, mais uniquement comme une branche de l'Église universelle. Sa puissance, il faudra qu'elle la cherche

avant tout dans les principes qui sont à la base de l'Évangile du Christ et qui doivent servir de fondement à toute Église évangélique, une communion toujours plus étroite avec Dieu et un esprit de dévouement toujours plus grand à l'égard des hommes.

Une autre question devait nécessairement se poser aux représentants de l'Église anglicane : A Jérusalem, cette église sera privée du concours de l'État ; mais pourra-t-elle rompre, en quelque manière, les liens qui l'unissent au pouvoir civil, et, en tant qu'église d'État, lui sera-t-il possible d'agir à l'étranger sans engager l'État ?

Il y a plus encore. On demande à l'Église anglicane de faire, dans son propre sein, une place à l'Église évangélique de Prusse, une église sœur jusqu'à un certain point, mais une église qui s'est développée d'une manière indépendante et qui est, à nombre d'égards, absolument différente. Les diversités qui, sur le terrain du pur sentiment, s'effacent maintes fois, deviendront nécessairement des obstacles lorsqu'il s'agira d'une union au sens réel et presque matériel. Dans cette union, l'Église anglicane ne sera pas appelée seulement à reconnaître ce que cette autre église a de commun avec elle, mais aussi ce qu'elle renferme d'éléments particuliers ; en l'associant à son œuvre, il faudra qu'elle respecte son indépendance et tienne compte de ses droits.

On le voit, la question qui fut soumise à l'archevêque de Cantorbéry et à l'évêque de Londres n'était pas d'une médiocre importance. Les deux prélats ne se laissèrent point trop arrêter par les difficultés de leur position, réelles cependant. Après un sérieux examen de l'affaire, ils résolurent, non sans hésitation il est vrai, d'aider à l'accomplissement des vœux du souverain. Pour faciliter les opérations, ils rédigèrent un *Exposé de Principes* qui développait, en les précisant, certains points de l'écrit cité plus haut, et qui devait servir de base au travail d'organisation de l'évêché. Cette déclaration constitue donc, en quelque sorte, la réponse anglaise aux avances faites et aux opinions émises par le souverain allemand ; elle marque d'une manière assez nette et assez précise l'attitude de l'Église anglicane, de ses chefs surtout, en face des propositions du roi. Remis aux

évêques anglais en juin ou juillet 1841, l'*Exposé de Principes* reçut leur approbation.

Voici ce document : ¹

Pour que des églises puissent former entre elles une union vraiment chrétienne et utile, il faut partir des deux principes suivants :

1^o Respect pour la *catholicité*, pour l'unité intérieure qui existe entre les différentes branches de l'Église universelle ;

2^o Respect pour l'*indépendance nationale* de chaque église.

Le premier de ces principes garantit le maintien de l'unité dans l'Église ; le second, la vie et le développement de ses membres. C'est la catholicité qui rend possible une union entre différentes églises nationales ; mais il faut aussi la nationalité pour que l'*unité*, qui est un symptôme de vie, ne dégénère pas en *uniformité*, qui est un symptôme de mort : la catholicité donne à la vie nationale une direction saine, la nationalité donne au corps de l'Église universelle des membres vivants. Dans le développement général du Royaume de Dieu, chaque peuple doit être considéré comme un individu, comme un être moral, responsable, destiné à avoir sa volonté à soi, et par conséquent à être indépendant de celle d'un autre peuple, surtout dans ce qui constitue la partie la plus précieuse de sa vie. Lors donc que deux églises seront appelées à entreprendre en commun quelque œuvre religieuse, il faudra, tout en conservant une véritable *catholicité*, le sentiment de l'unité qui existe entre toutes les portions de l'Église militante, reconnaître ouvertement et franchement *les droits de la nationalité de chaque église*.

On ne se dissimule pas que les différences entre les Églises nationales sont actuellement très considérables, si considérables même quelquefois que ce n'est que par *la foi* qu'elles peuvent encore se sentir en communion et en position de travailler ensemble. Ainsi par exemple, une Église protestante fidèle ne pourra guère voir avec indifférence les usages superstitieux qui règnent dans la plupart des Églises orientales, le culte des saints et des images. Mais comme toutes ces églises reconnaissent l'autorité suprême de la Bible, qu'elles retiennent les fondements de la foi de l'Église universelle, et que leurs pères sont unanimes à condamner les principes idolâtres, les chrétiens protestants ne peuvent et ne veulent pas accuser leurs

¹ *The Jerusalem Bishopric. Documents*. Les deux documents anglais et allemand, pages 28 et 29, juillet ; le document français, page 40, juin.

frères d'Orient de s'être départis volontairement de leurs principes orthodoxes, quoiqu'ils sentent qu'ils ne pourraient pas en faire autant eux-mêmes sans renier leur foi. Nous espérons de la bonté de Dieu qu'il amènera en son temps une union complète entre les différentes Églises nationales ; mais, en attendant, la foi et la charité nous poussent à travailler ensemble pour la gloire de Dieu et l'avancement de son règne.

Dieu a voulu qu'il y eût des peuples dans la période de l'Église militante, il a donc voulu des Églises nationales qui eussent une responsabilité morale comme les individus. Il faut qu'on laisse aux églises aussi bien qu'aux individus la liberté nécessaire pour travailler à leur propre salut. Or, pour que les églises puissent travailler à l'œuvre de leur salut, il faut qu'il y ait unité, harmonie dans leur propre sein, tout comme il y a unité, harmonie dans le corps humain, dont les différents membres concourent ensemble à un but commun. Il faut donc qu'elles prennent pour base *les éléments nationaux, le terrain historique* ; c'est à cette règle qu'elles doivent subordonner et adapter tous les éléments étrangers qui s'offrent à elles, l'autorité de la Parole de Dieu toujours réservée, et avec le sceau de l'Esprit, qui est un esprit de force en même temps qu'un esprit d'amour. La condition fondamentale de toute œuvre commune dans l'église est donc le respect pour cette responsabilité des églises particulières : chaque église, pour pouvoir faire la volonté de Dieu, doit avoir sa conscience à soi. Et c'est précisément pourquoi les églises évangéliques ne peuvent pas se rattacher au pape, ni aux églises qui lui sont soumises, et qui abandonnent à son infaillibilité des décisions qui ne devraient regarder que leur propre conscience.

Lorsque des églises travaillent ensemble, tout devra être réglé et exécuté sous l'inspiration d'un esprit de catholicité large et généreux, qui sache sacrifier au besoin des intérêts secondaires de nationalité ; il faudra bannir toutes les considérations d'une politique mondaine, tout patriotisme qui serait mesquin, étroit, égoïste, tout attachement à l'individualité qui ne pourrait se satisfaire qu'aux dépens de l'unité, toute impatience qui anticiperait sur les desseins de Dieu à l'égard des peuples ; tout ce qui se fera devra découler de la foi et de la charité ; lorsque le but qu'on poursuit est un objet de foi, c'est aussi dans un esprit de foi qu'il faut agir. L'église dont un peuple pourra se glorifier sera celle où se manifestera au plus haut degré l'esprit *d'universalité et de liberté*, l'esprit catholique en un mot, et cet esprit est celui de la foi qui travaille, par la charité, à amener la

consommation du Royaume de Dieu sur la terre, pour la louange immortelle de celui qui est amour !

Ce principe général de respect pour la nationalité suppose d'abord que chaque peuple possèdera l'Écriture sainte (source de toute vie religieuse) dans sa langue maternelle, puisque dans l'organisation de l'église on laissera à chaque église sa nationalité, ses éléments particuliers pour ce qui concerne *le gouvernement* ; la forme extérieure et le développement de la constitution apostolique, pour ce qui concerne *la langue et les formes du culte* ; enfin pour ce qui concerne *l'expression des vérités chrétiennes générales*, les livres symboliques, etc., etc.

On voit par cet exposé que la pensée de l'épiscopat anglican ne s'orientait pas du même côté que celle du roi de Prusse. Le souverain prussien dirigeait ses espérances en premier lieu vers l'union des Églises protestantes, et ensuite, par voie de conséquence, vers l'unité et la réunion en un corps de l'Église universelle. Le haut clergé anglican, au contraire, mettait au premier rang, dans ses préoccupations, les rapports à établir avec les Églises orthodoxes de l'Orient. L'union avec les Églises protestantes, qu'il n'a jamais désirée, n'occupait que peu de place dans ses pensées.

Il restait à donner une forme complète et officielle aux décisions de l'Église anglicane. Dans le courant du mois d'août, la Convocation se trouvait justement réunie. L'Archevêque profita de cette circonstance pour soumettre le projet, dans son entier, à ceux des ecclésiastiques qui s'étaient rendus à l'assemblée. La proposition du primat finit par être adoptée, bien qu'elle eût soulevé au début un assez grand nombre de protestations.

L'évêché de Jérusalem était fondé en principe, il s'agissait maintenant de l'édifier.

Dans ses propres États, le souverain allemand ne demeurerait pas inactif. En cette même année 1841, à la date du 11 novembre, le ministre des Cultes Eichhorn adressa une circulaire ¹ aux divers consistoires du royaume, pour les informer officiellement des mesures qui venaient d'être prises. Situation des

¹ *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 63.

chrétiens évangéliques dans l'empire turc¹, nécessité d'une intervention des deux gouvernements, et surtout d'une alliance des deux églises à Jérusalem, voilà le fond de l'écrit; et le tout présenté de manière à gagner autant que possible la sympathie des protestants d'Allemagne en faveur des nouvelles décisions.

Durant tout le cours des négociations — elles durèrent jusqu'au moment où l'évêché fut pleinement constitué — le roi de Prusse entretint une correspondance active avec son envoyé. Quelques-unes seulement de ses lettres ont reçu la publicité², et ce ne sont pas toujours celles qui nous intéresseraient le plus, sans doute; leur contenu se laisse assez facilement deviner: conseils sur la manière d'ouvrir et de diriger la discussion, points auxquels il faudra s'attacher d'une façon particulière, et presque toujours approbation, approbation à l'égard de l'Église anglicane comme à l'égard de Bunsen.

Outre leur intérêt particulier, la circulaire d'Eichborn et les lettres à Bunsen peuvent fournir un complément de lumière sur la position du gouvernement et de l'Église de Prusse dans l'ensemble de l'affaire.

¹ A dire vrai, les chrétiens évangéliques n'étaient point très nombreux encore sur la terre orientale; mais on espérait qu'à la faveur des nouveaux arrangements quantité d'Anglais et d'Allemands viendraient y fonder des colonies. Le terme de « congrégations » ou « communautés », employé à maintes reprises dans nos divers documents, doit donc s'entendre plus ou moins au sens d'une pure possibilité dans l'esprit du roi et des évêques.

² *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 173.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL D'ORGANISATION

L'Église anglicane étant considérée comme la fondatrice de l'évêché, c'était à elle que revenait naturellement le soin de son organisation. Le roi de Prusse ne s'occupa de cette question que d'une manière indirecte; presque toujours d'accord avec les organisateurs, le corps des évêques, et surtout l'archevêque — primate assisté de l'évêque de Londres, — il se contentait de manifester de temps à autre son approbation par l'entremise de son envoyé.

Il s'agissait d'abord de poser les bases extérieures de l'évêché, puis, ensuite, d'en fixer l'organisation intérieure.

Les bases extérieures. — A une époque déjà lointaine, sous le règne de Georges III (1786), les archevêques de Cantorbéry et d'York avaient été autorisés, par des actes du Parlement, à consacrer des évêques pour l'étranger. On voulait favoriser par là quelques communautés des États-Unis qui avaient demandé des évêques à l'Église anglicane. Ces actes dispensaient le candidat placé dans de telles conditions, du serment de suprématie à l'égard du souverain et du serment d'obéissance à l'archevêque de Cantorbéry comme primate. Mais ils ne pouvaient suffire dans les circonstances actuelles: en effet, il n'était point question ici d'une communauté étrangère demandant la consécration pour l'un de ses membres, mais bien d'un évêque envoyé directement par l'Église anglicane en pays étranger, et devant s'y former lui-même un troupeau. Une loi spéciale était nécessaire

pour obliger les ecclésiastiques anglais, établis en Palestine et dans les contrées voisines, à reconnaître l'autorité de l'évêque de Jérusalem, d'autant plus qu'ils avaient appartenu jusqu'alors à la juridiction de l'évêque de Londres. Il fallait que le nouvel évêque fût autorisé, d'une manière formelle, à prendre sous sa protection des chrétiens évangéliques n'appartenant pas à l'Église anglicane. Ces diverses questions furent réglées par un bill que l'archevêque de Cantorbéry présenta à la Chambre des Lords le 30 août 1841, et qui fut signé par la reine le 5 octobre, sous l'approbation des deux Chambres. Le nouvel acte¹ du Parlement accorde aux deux archevêques de Cantorbéry et d'York la permission de consacrer comme évêque, pour des lieux situés en dehors des états britanniques, tout ecclésiastique protestant, de quelque nationalité qu'il soit, et de le dispenser des deux serments habituels, au cas où il ne serait pas citoyen anglais. Le gouvernement se réserve le droit de rattacher à la juridiction du dit évêque, dans certaines limites qu'il déterminera d'avance, les ecclésiastiques anglais et les églises anglaises. Enfin, des communautés protestantes, n'appartenant pas à l'Église-Unie d'Angleterre et d'Irlande, pourront trouver place dans un tel diocèse, avec les mêmes droits que les autres communautés.

Ces premières questions résolues, il s'agissait de s'entendre sur la nomination de l'évêque de Jérusalem. De qui dépendrait cette nomination? Dans les cas ordinaires, l'élection était faite par la reine, ensuite d'un préavis de l'autorité ecclésiastique. Mais, comme la Prusse entraînait pour une part dans l'érection de l'évêché et qu'elle était appelée à y occuper une place, on ne pouvait l'éliminer absolument dans cette affaire. Du reste Frédéric-Guillaume n'avait manifesté aucune espèce de prétention à ce sujet. Dans son idée, l'évêque de Jérusalem devait être avant tout un fonctionnaire de l'Église anglicane; cependant, sur l'insistance des prélats anglais eux-mêmes, il consentit à prendre une part active à son élection. Pour sauvegarder les droits des deux royaumes, il fut décidé que la désignation de l'évêque de Jérusalem procéderait, d'une manière alternative,

¹ *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 48.

de l'Angleterre et de la Prusse. La première désignation appartiendrait à l'Angleterre et la seconde à la Prusse. Seulement comme il s'agissait d'un évêque de l'Église anglicane et que son choix devait entraîner nécessairement des responsabilités pour cette église, elle se réserva le droit de veto sur la désignation émanant du souverain étranger.

Le nouvel établissement ne pouvait être entretenu, comme le sont la plupart de nos œuvres religieuses, par des dons périodiques. Pour que son existence ne fût pas livrée à tous les hasards, il fallait un capital fixe, un fonds assuré. Le roi de Prusse, par un acte¹ signé le 6 septembre 1844, promit de fournir une dotation de 15,000 livres sterling prise sur sa caisse particulière et payable à raison de 600 livres sterling chaque année. L'Angleterre devait apporter une somme égale; mais, pas plus que le souverain allemand, elle ne se sentait la liberté de puiser cet argent dans les fonds de l'Église ou dans ceux de l'État. Pour résoudre cette difficulté, les évêques résolurent de compléter le capital au moyen d'une collecte qui serait faite dans tout le royaume. Ils n'avaient pas trop présumé de la libéralité anglaise; les dons ne tardèrent pas à affluer, et au bout de quelques mois — la collecte avait commencé en octobre — ils atteignirent presque à la somme voulue. Selon une coutume assez fréquente en Angleterre, l'administration de ces fonds fut remise à un conseil de cinq membres appelés « gardiens » (*Trustees*).² Le revenu annuel de l'évêque fut fixé à 1200 livres sterling, somme qui n'avait rien d'excessif, si l'on songe aux conditions particulières dans lesquelles cet ecclésiastique allait se trouver: l'exercice de l'hospitalité, le soin des malades, les secours aux pauvres suffiraient, en bonne partie, à dévorer la prébende.

Nous avons vu que la mission parmi les Juifs tenait une certaine place dans les intentions du roi. C'est pour cette raison, en partie du moins, qu'il avait proposé d'unir l'évêché de Jérusalem

¹ *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 47.

² Voici les noms des cinq premiers *Trustees* de l'évêché : Lord Ashley, plus tard comte de Shaftesbury; Sir George Henry Rose; Sir Thomas Baring; Sir Robert Harry Inglis et M. John Labouchère.

saalem à l'œuvre entreprise déjà par la *Société pour la Conversion des Juifs*. Pleinement d'accord avec le souverain, les prélats transmirent sa proposition à la société, qui y accéda aussitôt. Elle consentit à placer l'évêque à la tête de la mission et à reconnaître son autorité; elle s'engagea en outre à lui fournir un logement et un temple qui servirait au culte des deux églises; à nommer son chapelain directeur de l'école qu'on se proposait depuis longtemps de fonder; à entretenir deux des maîtres de cette école et un médecin avec ses aides. Il fut décidé que, s'il s'élevait quelque conflit entre l'évêque et la société, ce serait à l'arbitrage de l'archevêque de Cantorbéry et des autres prélats qu'on en appellerait.

Les premiers fondements de l'évêché venaient d'être posés; il ne restait plus qu'à en fixer l'organisation intérieure.

L'organisation intérieure. — Si nous nous reportons aux documents cités plus haut, nous verrons que la constitution de l'établissement, dans ses grandes lignes, s'y trouve déjà en germe: elle découle logiquement des principes qui ont été posés. L'évêché doit être un évêché de l'Église anglicane: il ne pourra donc perdre en rien ce qui le caractérise comme tel, ce qui lui donne sa physionomie propre. Les communautés prussiennes de l'Orient sont appelées à y occuper une place, sans abandonner un seul de leurs droits: c'est sur le terrain du culte que s'affirmera leur indépendance. On aura donc, sous la haute direction d'un même chef, deux ou plusieurs troupeaux gardant chacun leur individualité religieuse. Cette individualité se manifestera même au point de vue ecclésiastique: devant célébrer leur culte en allemand, les communautés germaniques admettront nécessairement à leur tête un ecclésiastique allemand.

L'organisation intérieure de l'évêché, en ses traits généraux, se trouve exposée dans un document officiel portant la date du 9 décembre 1841 et publié par l'archevêque de Cantorbéry. Cet écrit est intitulé: *Exposé des démarches relatives à l'Établissement d'un évêché de l'Église-Unie d'Angleterre et d'Irlande à Jérusalem*. Seulement, il ne renferme aucune donnée sur les rapports de l'évêque avec les protestants allemands; cette question fut réglée plus tard dans une lettre de l'archevêque au roi de Prusse.

Nous allons citer les passages de *l'Exposé des Démarches* qui se rapportent directement à notre sujet, en y joignant quelques explications.

L'évêque reconnaîtra l'archevêque de Cantorbéry comme son métropolitain pour aussi longtemps que les évêques de l'Eglise-Unie d'Angleterre et d'Irlande ne jugeront pas que les circonstances exigent un changement sous ce rapport.

Nous disions précédemment que les ecclésiastiques résidant à l'étranger avaient appartenu jusqu'alors à la juridiction de l'évêque de Londres. Il n'en pouvait pas aller ainsi pour l'évêque de Jérusalem, puisque lui-même avait rang d'évêque. On décida donc de le placer sous la juridiction du primate; mais on comprit, en même temps, que ce rapport ne devait pas être fixé d'une manière absolue, et voici pourquoi: L'archevêque était trop éloigné de Jérusalem pour qu'il pût suivre avec attention les événements qui s'y passeraient et exercer un contrôle actif sur l'administration de son subordonné. Il fallait laisser la place à un autre arrangement. A l'avenir, il était possible que l'évêque fût appelé, ou bien à prendre une position indépendante, ou bien à se rattacher à quelque centre plus rapproché. — Ajoutons que cette éventualité ne se présenta pas, et que, jusqu'au dernier titulaire de l'évêché de Frédéric-Guillaume IV, M. Barclay, le primate d'Angleterre demeura métropolitain.

Sa juridiction s'étendra sur les ecclésiastiques anglicans et les troupeaux anglicans comme sur tous les autres ministres et troupeaux qui consentiraient volontairement à se rattacher à son église et à reconnaître son autorité en Palestine, et pour le moment aussi dans le reste de la Syrie, en Chaldée, en Égypte et en Abyssinie. Il l'exercera autant que les circonstances le permettront, suivant les lois, canons et usages de l'Eglise anglicane: cependant il sera autorisé, moyennant le consentement du métropolitain, à prendre des mesures particulières pour son diocèse. Son activité missionnaire aura surtout pour objet de convertir les Juifs, comme aussi de protéger et d'occuper utilement ceux qui sont déjà convertis.

Dans son instruction, le roi de Prusse avait assigné pour l'évêché les seules limites de la Terre-Sainte. Sous l'approbation du gouvernement, les évêques élargirent ce plan, mais non pas d'une manière arbitraire ; ils firent rentrer dans la circonscription du diocèse, outre la Palestine, les contrées qui possédaient déjà des ecclésiastiques anglais ou allemands.

Évêché de l'Église anglicane, il était naturel que le nouvel établissement fût administré d'après les principes de cette église. Mais on comprit, en même temps, la nécessité de ne pas appuyer trop sur la question des lois et canons. Ayant surgi sous l'influence de préoccupations particulières, à une époque particulière de l'histoire et dans un milieu particulier, les articles d'Édouard VI, revus et augmentés par Élisabeth, ou encore les statuts disciplinaires dressés par la Convocation de 1603, ne pouvaient être appliqués d'une manière rigoureuse dans une situation et des circonstances toutes différentes ; et l'Église d'Angleterre elle-même, profitant de leur vétusté, ne se faisait pas faute, à l'occasion, de s'en affranchir quelque peu. Du reste, par sa position et sa destination, le diocèse de Jérusalem devait être bien moins une institution richement organisée, exigeant pour se mouvoir de nombreux rouages, qu'un évêché au sens antique ; l'évêque serait le chef spirituel de son troupeau, et il ne serait guère que cela.

Il cherchera à établir et à conserver autant que possible des relations d'affection fraternelle avec les autres églises qui existent déjà à Jérusalem, particulièrement avec l'Église grecque orthodoxe ; il prendra soin de bien montrer que l'Église anglicane ne vient pas mettre le trouble et la désunion, et qu'elle n'entend nullement s'immiscer dans leurs affaires, mais qu'elle est prête à leur rendre dans un esprit de charité tous les bons offices qu'elles pourront réclamer.

Nous avons vu que, dans son projet de mission, le roi ne regardait qu'aux juifs, les seuls que l'on pût atteindre d'une manière directe. Il ne pouvait songer aux musulmans, la loi turque punissant de mort le fauteur et l'instigateur de l'abjuration. À l'égard des chrétiens n'appartenant pas à la communion évangélique, c'était de relations fraternelles surtout qu'il s'agis-

sait. En un tel milieu, la prudence et la réserve seules pourraient assurer à l'Église évangélique une position quelque peu solide et lui permettre, par conséquent, d'exercer de l'influence.

On fondera à Jérusalem un établissement d'éducation sous la surveillance de l'évêque, et son chapelain en sera le premier recteur : il sera particulièrement destiné aux Juifs convertis ; mais l'évêque aura aussi le droit d'y recevoir des Druses et des païens convertis. Si les moyens pecuniaires de l'établissement le permettent, on y pourra aussi admettre les chrétiens orientaux : mais des ecclésiastiques de l'Église grecque orthodoxe ne pourront y être reçus qu'avec le consentement positif de leurs supérieurs ecclésiastiques, et dans le but de se préparer pour le service de leur propre église. L'instruction religieuse qui se donnera dans l'établissement sera strictement conforme à la doctrine de l'Église-Unie d'Angleterre et d'Irlande.

Pour assurer le succès de la mission, les prélats résolurent de créer un établissement d'éducation supérieure où l'on pût instruire de futurs évangélistes. Il est clair que cet établissement devait être destiné d'une manière spéciale aux Juifs, le Peuple Hébreu faisant l'objet même de la mission ; mais, en raison du principe de catholicité qui se trouvait à la base de toute l'entreprise, les évêques décidèrent d'en modifier quelque peu la destination.

Les rapports de l'Église de Prusse avec l'Église anglicane dans le nouveau diocèse furent réglés plus tard, avons-nous dit. Cette question fut sans doute abordée dès l'origine en ses traits généraux ; mais elle ne reçut une forme complète, définitive et officielle, que dans le courant de l'année 1842. A la date du 18 juin, l'archevêque adressa au roi de Prusse une *lettre* par laquelle il lui faisait part de ses intentions à ce sujet. Les propositions du primat s'étant trouvées conformes aux désirs du souverain, elles reçurent aussitôt son adhésion.

Voici ce document, moins les premières lignes :

L'évêque se fera un devoir de recevoir sous son autorité patronale, de protéger et d'aider, par tous les moyens qui seront en son pouvoir, toutes les communautés appartenant à la communion protestante

allemande qui se trouveront dans son diocèse, et qui seront disposées à se soumettre à sa juridiction.

Dans ces troupeaux, on fera usage, pour le culte public, de la liturgie allemande, qui a été tirée de celles qui sont en usage dans les États de Votre Majesté, et que j'ai examinée avec soin. Les ecclésiastiques qui s'en serviront dans le culte public seront établis d'après les principes suivants :

Les candidats au saint ministère, de langue allemande, qui auront reçu pour cela l'autorisation de Votre Majesté, présenteront à l'évêque un certificat de telle autorité qu'il plaira à Votre Majesté de désigner, constatant leurs bonnes mœurs et leur bonne conduite, comme aussi leur aptitude au saint ministère à tous égards.

L'évêque prendra naturellement soin de s'assurer si les candidats qui lui sont ainsi présentés sont propres à remplir les devoirs particuliers de leur charge, si leur foi est pure, et s'ils désirent recevoir la consécration de sa main.

Lorsque l'évêque trouvera les garanties suffisantes sur ces différents points, il procédera à la consécration du candidat, après lui avoir fait signer les trois symboles, celui des Apôtres, celui de Nicée et celui d'Athanase, et lui accordera une licence pour l'exercice de ses fonctions, après qu'il aura prêté le serment d'obéissance canonique envers l'évêque et ses successeurs.

Quant à la confirmation des jeunes gens qui appartiennent à ces troupeaux allemands en Palestine, c'est leur propre pasteur qui les y préparera par ses instructions, et c'est encore lui qui les examinera et qui recevra leur profession de foi en présence du troupeau, selon l'usage accoutumé. Ensuite, ils seront présentés à l'évêque qui leur administrera le rite de la confirmation, selon la forme prescrite par la liturgie de l'Eglise-Unie d'Angleterre et d'Irlande.

Cet écrit appelle quelques remarques.

Il avait été bien entendu, dès l'origine, que l'évêque de Jérusalem ne chercherait à exercer aucune pression sur les chrétiens allemands qui se refuseraient à reconnaître son autorité ; mais il est clair qu'en se soustrayant à son influence, ils devaient perdre du même coup le bénéfice de la protection, et par ce côté, la mesure était moins libérale qu'elle ne le semble tout d'abord.

On sait combien l'Eglise anglicane est attachée à ses institutions, et en particulier à sa liturgie. Jusqu'alors, elle avait tou-

jours astreint les ecclésiastiques allemands au service de sa mission à employer, pour la célébration du culte, une traduction littérale de son propre formulaire; c'était le cas dans l'établissement du mont de Sion. Il n'en pouvait évidemment pas aller de même pour le nouvel évêché, à cause des principes qui avaient présidé à son érection; aussi, après une courte conférence entre les prélats et M. de Bunsen, il fut décidé -- comme en témoigne la lettre de l'Archevêque -- que les congrégations prussiennes se serviraient de leur liturgie nationale. Certaines expressions de notre écrit ne doivent pas faire conclure qu'un formulaire spécial ait été élaboré pour le diocèse de Jérusalem. Le primat fait allusion à cette liturgie qui, fixée pour l'Eglise évangélique de Prusse dans l'année 1824, tenait compte, autant que possible, des différents formulaires jusqu'alors en usage dans le royaume, et servait au culte des deux communions luthérienne et réformée.

Pourquoi soumettre avec rigueur les ecclésiastiques allemands à la consécration par l'évêque, même lorsque celui-ci appartiendra à la nationalité anglaise? — Il faut se rappeler que l'Eglise anglicane, étant une Eglise épiscopale, ne peut reconnaître comme valide que la consécration reçue de la main d'un évêque; et ce n'est point là une simple coutume, sans lien intime avec la législation, mais une mesure prescrite par des statuts et des décrets et par le principe même de l'Eglise. Si les communautés allemandes ne devaient aucunement se fondre dans l'Eglise anglicane, elles n'en feraient pas moins partie d'un évêché anglican, et de ce fait il était opportun qu'elles en observassent autant que possible la constitution. Toutefois, pour que la mesure prise par l'archevêque ne parût pas infirmer trop directement la consécration en usage dans l'Eglise de Prusse, il fut décidé que l'évêque de Jérusalem ne pourrait admettre, dans son diocèse, que des candidats allemands non encore consacrés. Remarquons que Frédéric-Guillaume avait déjà préparé cette solution dans l'exposé qu'il remit à M. de Bunsen.

Les communautés germaniques devant conserver leurs éléments nationaux, il ne pouvait être question de leur faire signer les trente-neuf articles d'Édouard VI et d'Élisabeth, ainsi

que les confessions de foi particulières à l'Église anglicane : on l'avait compris dès l'abord. Il était indispensable que l'Église de Prusse n'exigeât rien qui fût contraire à la constitution de l'Église anglicane, mais il l'était tout autant que cette dernière observât la même réserve à l'égard de son alliée. Le mode de consécration n'étant érigé en dogme ni d'un côté ni de l'autre, l'ordination épiscopale n'entamait pas directement les principes constitutifs de l'Église de Prusse. Il en eût été tout autrement pour les confessions de foi anglicanes. Mais, d'autre part, en ne réclamant rien dans ce domaine, l'Église anglicane eût porté atteinte à sa propre constitution. Pour arranger les choses, il fallait trouver un terrain commun où les deux Églises fussent à même de se rejoindre sans se froisser ; et c'est justement ce que l'archevêque se proposa, en décidant de faire signer aux candidats allemands les trois symboles œcuméniques. Quant aux confessions nationales, c'était l'affaire respective de chacune des deux églises ; à l'une comme à l'autre, le droit de les exiger pour son propre compte.

La confirmation des enfants fut réglée dans le même esprit. On ne pouvait réclamer de l'évêque qu'il renonçât à un privilège qui toujours fait partie intégrante de la charge d'évêque, ou de l'Église prussienne qu'elle se désintéressât de ses membres mineurs au moment même où ils viendraient prendre place dans ses rangs. Il fut donc décidé que les enfants de nationalité allemande seraient instruits et examinés par leur propre pasteur, et qu'ils recevraient la confirmation de la main de l'évêque.

Le nouvel évêché eut pour armes une colombe surmontée de deux étoiles et de ces mots en hébreu : « Priez pour la paix de Jérusalem » (Ps CXXII, 6) ; en chef, le léopard d'Angleterre et l'aigle prussienne.

CHAPITRE IV

LES DESTINÉES ULTÉRIEURES DE L'ÉVÊCHÉ

Nous venons de décrire, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'évêché de Jérusalem. Mais cette organisation, telle que les prélats la fixèrent, était loin d'être complète, et elle ne pouvait l'être. Comment constituer d'une manière définitive, de l'Angleterre, une entreprise qui devait se réaliser en Orient? Plusieurs points de détail demandaient encore une solution; cette solution, ils ne pourraient la recevoir que sur les lieux mêmes et de la part de l'évêque. Combien importait le choix de ce dignitaire, on le comprendra dès lors.

L'Angleterre n'attendit pas, pour procéder à la nomination du premier évêque, que les prélats eussent achevé leur travail d'organisation. Il fallait que cet ecclésiastique pût arriver assez tôt en Palestine pour mettre à profit les événements qui venaient de s'y dérouler.

Les chefs de l'Église anglicane songèrent tout d'abord au Dr Mac Caul, professeur à l'école de Palestine-Place à Londres, un établissement destiné aux juifs convertis, et dont il était lui-même le principal fondateur; mais il déclina cet honneur. Il motivait son refus par la raison que l'évêché de Jérusalem, devant avoir comme but principal la conversion des juifs, ne pourrait être bien dirigé que par un juif converti : or un de ses collègues de Palestine-Place, le Dr Alexander, lui paraissait répondre justement aux conditions voulues. L'archevêque se tourna vers ce dernier, qui accepta aussitôt.

Michaël-Salomon Alexander était originaire du Grand-Duché de Posen. Sujet prussien par la naissance, il avait été naturalisé anglais. Nourri dans la religion juive, il se convertit au christianisme vers l'âge de vingt-trois ans et s'attacha dès lors à l'Église anglicane ; après avoir reçu d'elle le baptême, puis la consécration, il s'occupa avec ardeur de la mission parmi son peuple. Ses vastes connaissances, sa haute érudition ne tardèrent pas à le signaler. Nommé professeur à l'école de Palestine-Place il fut bientôt admis à faire un cours de littérature hébraïque à Kings'College.

A la date du 6 novembre 1841, la Reine signa un décret ¹ autorisant l'archevêque de Cantorbéry à consacrer Alexander comme évêque de Jérusalem. La cérémonie eut lieu le lendemain même, au palais archiépiscopal de Lambeth. Comme citoyen anglais et titulaire d'un évêché anglican, Alexander avait été astreint aux deux serments habituels.

Le nouvel évêque arriva à Jérusalem le 21 janvier 1842. Il amenait avec lui, outre sa famille, un chapelain, M. Williams, l'un des deux instituteurs évangélistes promis par la *Société pour la Conversion des Juifs*, M. Ewald (l'autre, Nicolayson, se trouvait depuis longtemps déjà à Jérusalem), et enfin le médecin Mac Gowan.

Au départ d'Angleterre, le primat avait remis à Alexander une lettre d'introduction auprès des patriarches et évêques de l'Église d'Orient. ² Grâce à cet écrit et à une note adressée aux autorités turques, l'évêque anglican reçut bon accueil de chacun.

L'installation achevée, son premier soin fut de déterminer, d'une manière plus précise qu'on n'avait pu le faire, les limites et le contenu de son diocèse, de marquer les groupements qui devaient y rentrer et de donner avis à tous les ecclésiastiques évangéliques, missionnaires ou autres, établis en Orient. En même temps, on travaillait avec ardeur à la construction du temple, on posait les premières bases de l'école missionnaire et d'un hôpital. Mais, déjà avant la fin de l'année 1845, l'évêque

¹ *The Jerusalem Bishopric. Documents*, p. 36.

² *Ibidem*, p. 96.

Alexander terminait sa carrière. Il mourut le 23 novembre, dans un voyage en Angleterre.

D'après la convention établie, le second évêque devait être désigné par la Prusse. Frédéric-Guillaume IV adressa vocation à l'illustre Samuel Gobat ¹, alors directeur du collège protestant de Malte. Il fut élu en juillet 1846, après avoir reçu dans l'Eglise anglicane l'ordination, sacerdotale d'abord, épiscopale ensuite.

Samuel Gobat était né en 1799 à Grémone, dans le Jura Bernois. A la suite de sérieuses études à l'Institut des Missions de Bâle, puis à Paris où il fréquenta les cours de Silvestre de Sacy, Gobat fut envoyé en Abyssinie par la *Société des missions anglicanes*. Il demeura trois ans dans cette contrée, annonçant l'Evangile avec un grand éclat. Après un séjour de plusieurs mois en Europe, il se remit en route pour l'Abyssinie; mais une cruelle maladie ne lui permit pas d'atteindre le terme de son voyage, et il fut obligé de revenir une seconde fois en Europe. Au bout de neuf années d'attente, Gobat se rendit à Malte pour y ouvrir le collège protestant que nous avons déjà nommé.

Il serait trop long de retracer année après année sa carrière épiscopale si riche et si féconde. Nous nous bornerons à résumer en quelques traits les principaux points de son activité.

Gobat organisa un culte régulier en anglais et en allemand sur la colline de Sion, ce qui n'avait pas été fait jusqu'alors, l'évêque Alexander s'étant occupé plus particulièrement de la mission parmi les juifs. Il acheva au prix de bien des efforts la construction du temple ou de « l'Eglise du Christ », comme on l'appela dès lors, et il en fit la dédicace le 21 janvier 1849. ²

Les juifs de Jérusalem se trouvent, pour la plupart, dans une extrême misère, et ils ne vivent guère que d'aumônes. Gobat comprit qu'on ne pourrait les évangéliser avec succès qu'en les mettant à même de gagner honorablement leur vie. Le 2 dé-

¹ Sur Gobat, voir *Gobat, sein Leben und Wirken, nach seinen eigenen Aufzeichnungen*.

² Dès 1842 le sultan avait fait suspendre la construction de ce temple; et si l'on put se remettre à l'œuvre quelques années plus tard, ce fut grâce à l'intervention énergique de Lord Radcliffe, ambassadeur anglais à Constantinople.

cembre 1848, il ouvrit une maison de travail pour les prosélytes juifs. Peu après il achevait, en l'agrandissant, l'hôpital commencé sous son prédécesseur.

A l'arrivée de Gobat, il n'y avait aucune école évangélique à Jérusalem et même dans toute la Palestine : Il s'empressa de remédier à cet état de choses et ouvrit une école chrétienne à Jérusalem. Peu après, il fonda deux nouvelles écoles, l'une à Nazareth et l'autre à Naplouse. Gobat rendit un service signalé à la cause des missions, en introduisant en Palestine des colporteurs et des lecteurs de la Bible. En outre, il eut soin de s'attacher plusieurs missionnaires, qui parcouraient les diverses parties du pays.

Une des grandes difficultés de l'œuvre missionnaire en Orient consiste dans la réclusion complète où vivent les femmes, et l'impossibilité où l'on se trouve de les visiter dans leurs demeures. Gobat engagea à son service particulier deux diaconesses chargées d'aller de maison en maison visiter les femmes malades, chrétiennes ou prosélytes.

Cette tendre sollicitude de l'évêque de Jérusalem ne se borna pas à la Palestine, mais elle s'étendit à tous les pays environnants, à la Syrie et à la Mésopotamie en particulier. Enfin Gobat fut constamment préoccupé de l'évangélisation de l'Abyssinie.

Tant d'activité et de zèle ne furent point toujours appréciés à leur juste valeur. Gobat dut poursuivre son utile carrière au milieu d'innombrables difficultés et au sein d'une opposition souvent formidable. Il faut l'avouer, sa position entre les Anglais et les Allemands de Jérusalem n'était guère tenable. Chargé de la direction de deux troupes si différents, il ne pouvait agir suivant les vues de l'un sans blesser l'autre. Admettait-il à sa chaire anglicane un ecclésiastique allemand ? Aussitôt les Anglais de se récrier. Parlait-il de demander pour son suffragant, Bernois d'origine, l'ordination épiscopale ? Les Allemands protestaient énergiquement. La *Société pour la Conversion des Juifs* l'accusait de se désintéresser du salut d'Israël, parce qu'il ne partageait pas les espérances enthousiastes de ses membres relativement au retour de cette nation dans la Terre-Sainte. Acceptait-il les chrétiens orientaux qui déclaraient vouloir se rattacher à son dio-

cèse? Tout un parti dans l'Église anglicane, la *Haute-Église*, (*High Church*), s'élevait contre ce procédé, parce qu'il lui paraissait en désaccord avec les principes constitutifs de l'établissement et qu'il rendait impossible l'union projetée avec l'Église d'Orient. Repoussait-il ces mêmes chrétiens? Les protestations éclataient soit parmi les Anglais à tendance évangélique, soit parmi les Allemands. Malgré son tact et sa prudence consommés, Gobat fut en butte durant toute sa carrière épiscopale, à des critiques et à des accusations qui partirent de l'Angleterre aussi bien que de Jérusalem.

Ce que nous venons de dire suffira à montrer dans quelle position difficile devait nécessairement se trouver l'évêque choisi par la Prusse et combien l'établissement auquel Frédéric-Guillaume IV a attaché son nom péchait par la base.

Samuel Gobat mourut le 11 mai 1879, après un noble et long ministère. Il avait occupé le siège épiscopal de Jérusalem trente-trois années.

Gobat avait été désigné par le roi de Prusse; suivant l'alternance convenue, c'était à l'Angleterre de choisir son successeur. Lord Beaconsfield, chef du ministère anglais, proposa à la reine Victoria le docteur Joseph Barclay, alors recteur de Stapleford. La reine agréa aussitôt cette candidature, qui convenait sous tous les rapports. Barclay avait acquis une grande expérience de l'Orient par un travail missionnaire de dix années en ces milieux; de plus, il appartenait à la vraie race anglaise, et comme les deux premiers évêques étaient, l'un d'origine israélite, l'autre d'un pays de langue française, on voulait que le troisième fût en état de présenter le type du véritable évêque anglican.

Le Dr Barclay fut consacré par l'archevêque de Cantorbéry, qui était alors le Dr Tait, dans l'église de Saint-Paul à Londres. Il partit pour Jérusalem le 15 janvier 1880. Le 5 avril de la même année, il réunit en conférence tous les missionnaires qui travaillaient sur la terre d'Orient. Peu après, il se rendit en Syrie pour visiter les écoles que M^{me} Bowen-Thompson y avait fondées, puis en Égypte, à Suez et Port-Saïd où il travailla à l'établissement d'un culte régulier et de soins pastoraux pour les passagers. Malheureusement, Barclay fut emporté par la maladie le

23 octobre 1884, avant d'avoir pu mettre ses projets à exécution.

Sa mort donna le signal de la rupture entre la Prusse et l'Église anglicane, ou plutôt de nouvelles et laborieuses négociations qui devaient aboutir à une séparation définitive.

Quatre ans après la mort de Barclay, l'évêché de Jérusalem n'était pas encore occupé. Répondant à une question qui lui était posée à la Chambre des communes, M. Gladstone déclarait, le 19 mars 1885, que l'évêché n'avait aucun titulaire. Le tour de présentation, dit le « Premier », était à l'empereur Guillaume, mais ce souverain avait exprimé le désir que l'accord conclu en 1841 fût modifié ou abrogé. L'archevêque de Cantorbéry, ajoutait alors M. Gladstone, s'est prononcé pour l'abrogation, et les négociations qui durent depuis cinq ans ont montré que cette dernière solution est la seule désirable.

Quelle était donc la prétention de l'Église anglicane, à laquelle la couronne de Prusse ne pouvait souscrire? Écartons d'abord certaines questions secondaires et pourtant délicates. Ainsi, les intérêts de la fondation royale (12.000 marks ou 600 livres sterling, pour un capital de 100.000 thalers ou de 15.000 livres sterling) n'étaient pas remis directement à l'évêque de Jérusalem, mais passaient par les mains des cinq *Trustees* de l'évêché. « Le temps de semblables humiliations, disait fièrement l'*Allgemeine kirchliche Chronik*, est passé pour l'Allemagne. » Mais là n'était pas le différend. La véritable exigence du clergé anglican, et la seule sur laquelle il ne pût céder, était d'ordre canonique. L'archevêque de Cantorbéry exigeait, pour consacrer l'élu, que celui-ci reçût d'abord, d'après le rite de l'Église anglicane, les ordres du diaconat et de la prêtrise. En outre, l'archevêque fondait son droit de veto sur la personne de l'élu, mais il consentait à n'en faire usage que pour des motifs canoniques. Frédéric-Guillaume IV pouvait et devait accepter une pareille situation, car il connaissait bien l'Église anglicane et il savait que jamais elle ne se résoudrait à donner la consécration épiscopale à un autre qu'à un prêtre institué canoniquement. Or la « tradition apostolique » étant interrompue dans l'Église de Prusse, l'Église anglicane ne pouvait reconnaître comme valable qu'une ordination accordée par elle et conférant la prêtrise. Il est également

vrai que, comme le fait observer la « Chronique » déjà citée, la Prusse ne pouvait accepter cette prétention sans reconnaître par là même qu'aucun des ecclésiastiques de nos églises n'était régulièrement ordonné ; mais il fallait ignorer absolument et la discipline et l'esprit de l'Église anglicane pour croire qu'elle pût faire la moindre concession sur ce point capital. D'autre part, l'Église anglicane n'était pas moins lasse d'un *condominium* gênant pour ses principes.

Il ne faut pas oublier que, dans l'Église anglicane, un parti très considérable, celui de la « Haute-Église », avait toujours vu avec un assez grand déplaisir l'établissement d'un évêché à Jérusalem. Pour la *High Church*, l'épiscopat grec est « l'épiscopat », le seul légitime dans l'Église d'Orient. C'est presque faire schisme que de fonder un évêché dans le diocèse du patriarche de Jérusalem. Aussi bien n'est-ce pas sans une grande hésitation que l'Église anglicane s'était, dès l'abord, décidée à s'établir à Jérusalem. La correspondance, très gracieuse, de l'archevêque de Cantorbéry et du patriarche en fait foi. L'archevêque avait eu bien soin de faire remarquer que le nouvel évêque ne réclamait aucune juridiction territoriale et ne prétendait qu'à diriger le clergé et les missions de l'Église anglicane en Terre-Sainte. Il avait même déclaré que l'évêque ne s'appellerait évêque de Jérusalem qu'improprement, et il avait offert de le faire résider à Beyrouth. Ce fut le patriarche qui invita le nouvel évêque à venir s'établir à Jérusalem.

Combien plus n'était-il pas pénible aux représentants de la « Haute-Église », à laquelle appartient une partie notable de l'épiscopat, de voir une telle alliance de « la branche anglaise de l'Église catholique » avec l'Église nationale de Prusse, quelque peu suspecte d'hérésie. Aussi les fonds collectés en Angleterre pour le nouvel établissement provenaient-ils en grande partie d'une société religieuse qui représente d'autres principes que ceux de la *High Church*, la *Church Missionary Society*. Il est certain que la chute de l'évêché de Jérusalem ne causa pas de bien vifs regrets aux chrétiens anglicans.

Déjà du vivant de Gobat, le lien de la communauté allemande avec l'évêque de Jérusalem était bien relâché. L'évêque ne pos-

sédait presque aucune autorité sur le troupeau allemand. Le pasteur Reinicke avait cessé de prêcher à *Christ Church* pour établir son culte uniquement à l'hôpital des diaconesses. Dès 1854, la nomination d'un pasteur allemand, M. Valentinier, à ce même hôpital, créa des difficultés. Mais Gobat réussit à apaiser le conflit naissant en renonçant à la réordination de Valentinier, pourtant exigée par l'accord de 1841.

Ce fut la Prusse qui, le 3 novembre 1886, dénonça la convention passée entre Frédéric-Guillaume IV et l'Église anglicane.

Dès le mois de février de cette même année 1886, l'Église anglicane procéda à la désignation du successeur de Barclay. Son choix tomba sur le Dr Blyth, archidiacre de Rangoon, en Inde. Il fit son entrée à Jérusalem le 16 mai. On le disait ritualiste, et il paraît qu'il n'était rien moins que bien disposé à l'égard des chrétiens évangéliques allemands. Pour combler la lacune creusée par le retrait des 600 livres sterling versées annuellement par le roi de Prusse, l'Église anglicane n'eut pas à faire beaucoup d'efforts. La *Church Missionary Society* et la *Société pour la Conversion des Juifs* s'engagèrent chacune à fournir une subvention de 300 livres sterling. Depuis 1888, l'« Église du Christ », sur le mont de Sion, appartient uniquement à l'Église anglicane.

Depuis 1888 également, l'Église nationale de Prusse a longuement agité la question de l'établissement d'un évêché allemand à Jérusalem. Le ministère des cultes prussien a travaillé pendant longtemps à l'élaboration d'un règlement pour l'ordre de choses nouveau. Le premier soin, pour la communauté allemande de Jérusalem, séparée désormais de l'Église d'Angleterre et privée de sa cathédrale, fut de se créer un lieu de culte. En 1869, à l'occasion du voyage du prince héritier (Frédéric III) à Jérusalem, le Sultan avait donné à l'empereur d'Allemagne un établissement important et remarquable par les souvenirs qui s'y rattachaient : c'était un ensemble de bâtiments situés sur le Mouristân ¹ et qui faisaient partie de l'ancien hôpital des che-

¹ Mouristân veut dire « hospice d'aliénés ». Saladin en avait établi un en cet endroit. Le Mouristân n'est séparé du Saint-Sépulcre que par une ruelle et une petite place. Dès 1871, la communauté allemande y éleva une cha-

valiers hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. On se mit à l'œuvre pour relever, dans l'ancien style roman des églises d'Auvergne, l'église de *S. Maria Latina Major* qui est, dit-on, l'ancien réfectoire de l'« Hôpital de Saint-Jean ». Dès avant 1880, on avait collecté en Allemagne 550,000 marks pour cet objet. Il fallait pourtant distraire une partie de cette somme pour le presbytère du pasteur allemand, qui tombait en ruine.

Mais la question matérielle était la moindre en cette affaire. La Prusse établira-t-elle un évêché à Jérusalem ? Voilà la grande question qui préoccupait l'Allemagne. Un fort parti demandait que cette solution fût acceptée. « Il n'est pas possible, disaient les représentants de cette pensée, que la communauté protestante allemande soit en arrière des autres communautés de Jérusalem. » D'autres répondaient de journal de M. Luthardt était de ceux-là « que l'Église de Jérusalem et son pasteur ne pouvaient mieux faire que de se distinguer surtout par leur humilité ». La question de l'humilité évangélique n'était pourtant pas la seule qui dût être considérée en cette affaire. Les protestants allemands de Jérusalem ne sont pas plus de 200 ¹, et leurs chefs auraient eu peine, même avec l'aide de la subvention royale, désormais disponible dans leur intérêt, à faire bonne figure parmi le haut clergé qui représente à Jérusalem l'épiscopat. Il y avait sans doute encore un argument plus probant. Il ne suffit pas de créer un évêque, il faut aussi le faire reconnaître. Or, pas plus que l'Église anglicane, les Églises orientales n'étaient ni ne sont disposées à reconnaître le titre d'évêque à un ecclésiastique auquel manque la « succession apostolique ». Quoi qu'il en soit, il ne fut pas établi d'évêché allemand à Jérusalem.

Telle fut la fin de l'œuvre qui avait été si chère au cœur de Frédéric-Guillaume IV et de son ministre, Josias de Bunsen. L'évêché évangélique de Jérusalem ne vécut que quarante ans.

pelle provisoire. L'église définitive, l'« Église du Rédempteur » sera inaugurée sous peu ; sa première pierre a été posée le 31 octobre 1893.

¹ La communauté allemande s'est enrichie des membres de la Colonie du Temple, fondée en 1868 par des Wurtembergeois, et dont le chef, Christophe Hoffmann, est mort en 1885. Voyez *Realencyklopädie*, 2^e éd., art. *Tempel (deutsches)*.

CONCLUSION

Mais pourquoi l'évêché de Frédéric-Guillaume IV est-il tombé? Une seule réponse est possible : c'est parce qu'il contenait, dans son institution même, une contradiction intérieure, parce qu'il était un essai de conciliation entre deux principes inconciliables.

L'Église anglicane repose sur l'épiscopat : nous entendons par là l'épiscopat traditionnel, se continuant par une succession non interrompue depuis les apôtres. Tel est du moins le principe avoué de cette église ; il ne nous appartient pas d'examiner ici s'il ne repose pas, pour les origines, sur une fiction, et si la tradition apostolique n'a jamais été interrompue ; les récentes discussions de l'Église anglicane avec la Curie romaine montrent l'acuité de cette question. Mais, enfin, l'Église anglicane accepte la devise de l'Église catholique et des Églises orthodoxes de l'Orient : *Ecclesia super episcopos constituitur*.

Tout autre est le principe des Églises protestantes, quelque soit leur caractère particulier. Il est vrai que certaines Églises nationales luthériennes, telles que celles du Danemark, de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et de la Pologne ont un épiscopat organisé. Mais les évêques de ces pays ne sont guère que des « surintendants » d'un rang plus élevé. Ils n'ont aucune prétention à la succession apostolique, et leur église repose, malgré l'institution de l'épiscopat, sur le sacerdoce universel.

Quant à l'Église-Unie du royaume de Prusse, il y a à considérer séparément en elle les deux éléments dont elle a été formée, l'Église réformée et l'Église luthérienne. La première a bien pu, par une étrange exception, avoir un évêque en 1701, nous allons voir de quelle manière ; mais il n'est pas nécessaire de montrer combien l'épiscopat (et un épiscopat avec prétention à la succession apostolique) est contraire à l'esprit de l'É-

glise de Calvin et de Zwingli. L'Église luthérienne, quoi qu'il y paraisse, n'est pas moins opposée à la pensée de l'épiscopat, dans le sens qu'y attache l'Église anglicane. Ses livres symboliques ne reconnaissent comme épiscopat « de droit divin » que le ministère pastoral. Il en fut ainsi non par nécessité, mais par principe. Il y eut en Prusse des évêques qui acceptèrent le protestantisme, tels que Georges de Polentz, évêque de Samland, en 1524, et d'autres dans le Brandebourg; mais jamais Luther n'a songé à leur demander la tradition apostolique. Lorsque Amsdorf fut sacré évêque de Naumbourg, il le fut par Luther seul « sans chrême ni encens ». L'épiscopat traditionnel n'est donc pas moins étranger à la réforme luthérienne qu'à la réforme calviniste.

Il est vrai (et c'est ce qu'il faut bien considérer ici) qu'en particulier la monarchie prussienne a toujours eu une tendance à constituer un épiscopat, ou du moins à le convoiter. Lorsqu'en 1701 Frédéric 1^{er} fut couronné roi de Prusse, il créa, par une anomalie bizarre, deux évêques, Sanden et Bær, l'un luthérien et l'autre réformé. L'évêque morave D.-E. Jablonski est même l'auteur d'un *Projet pour introduire l'épiscopat dans les États du roi de Prusse*¹, et dès ce moment, ces tendances à l'épiscopalisme se mariaient à des projets d'union des diverses Églises protestantes². Depuis ce temps, d'autres tentatives furent faites pour rétablir, du moins par exception, l'épiscopat dans le royaume de Prusse. Le dernier évêque prussien fut l'évêque Neander (1816-1840). Dans le Nassau, il y eut une tentative analogue en 1818. Mais, dans ces divers cas, on ne releva que le nom seul de l'épiscopat, et non réellement la chose.

Nous le répétons, pour l'Église luthérienne comme pour l'Église réformée, il n'y a pas d'autre épiscopat vraiment biblique que le pastorat. La Confession d'Augsbourg dit formellement (art 28) : *Episcopi sive pastores*. Elle dit plus clairement encore

¹ Comparez A. Nicolovius, *Die bischöfliche Würde in Preussens evangelischer Landeskirche*, Königsberg, 1834. cité par G. Pariset, *L'État et les Églises en Prusse sous Frédéric-Guillaume 1^{er}*, 1897, p. 151.

² Voyez *Theol. Realencyklopädie*, 2^e édit., art. *Jablonski*, par P. Kleinert.

(art 13) : *Nec habemus nos aliud sacerdotium simile levitico*. Le « Traité de la puissance du Pape », qui fait partie des livres symboliques, dit en propres termes : *Tribuit igitur Christus principaliter claves ecclesiæ et immediate*. Ce principe exclut la tradition apostolique de l'épiscopat.

C'est parce que l'Église évangélique (ou si l'on veut les Églises évangéliques d'où est sortie l'Église de Prusse) repose sur un principe différent de celui de l'Église anglicane, que l'institution à laquelle Frédéric-Guillaume IV attachait tant de prix ne pouvait durer. Elle essayait de concilier deux principes contradictoires par leur essence. Elle n'a pu y parvenir. On peut le regretter, mais il en fut ainsi, et il devait en être ainsi.

Vu :

Le Président de la soutenance.

S. BERGER.

Vu :

Le Doyen.

A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

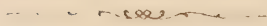


TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie	3
Préliminaires	5
Ch. I. Le Projet du roi de Prusse	7
Ch. II. Les premières démarches. — L' « Exposé de principes »	21
Ch. III. Le Travail d'organisation	29
Ch. IV. Les Destinées ultérieures de l'évêché	39
Conclusion	48
